



**Cahiers de l'Urmis**

17 | 2017

Les espaces de la migration lusophone : circulations, régulations, représentations

---

## Le migrant mozambicain, citoyen interstitiel du Johannesburg post-apartheid

Dominique Vidal

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/urmis/1392>

ISSN : 1773-021X

### Éditeur

Urmis

### Référence électronique

Dominique Vidal, « Le migrant mozambicain, citoyen interstitiel du Johannesburg post-apartheid », *Cahiers de l'Urmis* [En ligne], 17 | juillet 2017, mis en ligne le 27 juin 2017, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/urmis/1392>

---

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.



Les contenus des *Cahiers de l'Urmis* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Le migrant mozambicain, citadin interstitiel du Johannesburg post-apartheid

Dominique Vidal

---

## NOTE DE L'AUTEUR

Cet article est une version légèrement remaniée d'un chapitre paru dans l'ouvrage collectif dirigé par Marion Carrel, Paul Cary et Jean Michel Wachsberger (CARREL, CARRY et WACHSBERGER 2013). Il est tiré d'une recherche présentée dans son intégralité dans un livre auquel je me permets de renvoyer (VIDAL 2014)

- 1 Les notions de ségrégation et de fragmentation font à propos du cas de Johannesburg l'objet d'un débat qui, tout en l'illustrant, va au-delà de la question de la définition de ces dynamiques socio-spatiales (BÉNIT et al. 2007). Il touche en effet directement l'interprétation du changement que marque l'effondrement progressif du régime de l'apartheid des années 1980 jusqu'à l'élection de Nelson Mandela à la présidence de la République d'Afrique du Sud en 1994. Pour certains, Johannesburg fonctionnait, du temps de l'apartheid, comme un système économique relativement intégré, en dépit de la ségrégation raciale mise en œuvre par les autorités (CRANKSHAW 1999). Si les Noirs étaient relégués à ses marges dans des townships éloignés de la ville blanche, les différents espaces de la métropole n'en étaient pas moins alors économiquement interdépendants. Le financement par les pouvoirs publics et les entreprises du transport entre les lieux de résidence et de travail le long de grands axes exprimait ainsi autant la volonté d'assurer la suprématie des Blancs par le contrôle étroit des mobilités que le fort besoin en main d'œuvre bon marché d'une économie fordiste. Intervenant dans un contexte de déclin de l'emploi industriel, la fin de l'apartheid aurait vu naître une Johannesburg post-apartheid fragmentée où, si la ségrégation légale n'existe plus, l'unité de l'ensemble urbain s'est dé faite en même temps que le fordisme. La croissance du nombre d'espaces abritant des populations racialement

mixtes a aussi vu se distendre les relations de certaines parties à l'ensemble. Les townships qui constituaient des bassins d'emploi pour l'industrie entretiennent désormais des liens ténus avec le système économique métropolitain, ainsi que les bidonvilles dont les résidents ont considérablement augmenté depuis la levée des limitations aux déplacements entre les zones rurales et les villes. Pour d'autres au contraire, cette opposition entre une ville d'apartheid ségréguée sans être fragmentée et une ville post-apartheid fragmentée mais non ségréguée fait problème. Conséquence de la diminution de la part de l'industrie dans son économie, des formes de fragmentation se manifestent, d'une part, à Johannesburg dès les années 1970, bien avant le début de la fin de l'apartheid. Au plan de l'organisation socio-politique de la métropole, la période post-apartheid s'est caractérisée, d'autre part, par la mise en œuvre d'un projet qui vise à la réunification d'un espace urbain antérieurement divisé économiquement, politiquement et racialement.

- 2 Les pages qui suivent n'entendent pas arbitrer entre ces deux positions, mais se proposent de partir de ce débat pour montrer les transformations qu'a connues Johannesburg avec l'effondrement de l'apartheid, en s'intéressant au vécu et aux pratiques de ces citoyens que sont les migrants originaires du Mozambique voisin<sup>1</sup>.
- 3 Ce flux migratoire est un des plus anciens que connaît la ville, puisque des Africains du sud du Mozambique viennent y travailler en nombre depuis sa fondation en 1886, après la découverte de gigantesques filons aurifères sur le plateau où elle est sise (HARRIES, 1994). Il s'est pendant près d'un siècle principalement déroulé dans le cadre de ce qui a reçu le nom, en Afrique australe, de « système du travail migrant » (*labour migrant system*), lequel régula la migration temporaire d'hommes des zones rurales sud-africaines et des pays avoisinants (MALOKA 1997). Cette organisation des migrations de travail entendait empêcher la stabilisation d'un groupe ouvrier susceptible de se mobiliser et limiter l'accroissement de la présence noire en milieu urbain, perçue comme une menace par la population d'origine européenne. Recrutés pour des périodes de douze à dix-huit mois, les migrants ne percevaient en effet qu'une petite partie de leur salaire en Afrique du Sud, puis ils en touchaient le solde de retour dans leur région d'origine où ils se réinstallaient avant d'être éventuellement rappelés.
- 4 Depuis les années 1980, la plupart des Mozambicains ont toutefois franchi la frontière sans passer par le système du travail migrant. Autour de 300 000, selon les estimations, l'ont fait pour fuir les exactions de la guerre civile et se sont principalement réfugiés dans le nord-est du pays. Les autres ont quitté le Mozambique dans l'espoir de trouver un emploi dans les villes sud-africaines, quand la ségrégation imposée par l'apartheid s'est progressivement estompée. Si leur nombre n'a jamais pu être établi de façon précise (on l'estime en 2008 entre 300 000 et deux millions), on sait en revanche que la majorité vient des principales villes du sud du Mozambique, et notamment de l'agglomération de Maputo. Ils maîtrisent le portugais dans leur quasi-totalité - 95 % selon l'African Cities Project, un taux trois fois supérieur à celui de la population lusophone du Mozambique (CAHEN et al. 2002) - et sont relativement jeunes pour la plupart (85 % de ceux interrogés à Johannesburg dans le cadre de l'African Cities Project ont entre 18 et 40 ans). Le nombre de femmes parmi ces migrants n'a par ailleurs cessé de croître, même si elles restent encore minoritaires. Par rapport à l'époque où le travail migrant en Afrique du Sud concernait surtout le travail dans les mines, les migrants mozambicains travaillent aujourd'hui essentiellement dans l'économie informelle, en particulier dans ces activités peu qualifiées et mal

rémunérées que sont le commerce de rue, la restauration, la coiffure, la carrosserie et le bâtiment.

- 5 Ce texte se donne donc pour objectif de montrer comment ces migrants du Mozambique s'adaptent à des transformations de la ville qui ont accompagné la fin de l'apartheid, ainsi que les conséquences sur leur construction identitaire du changement politique survenu alors. La grande majorité d'entre eux correspondent à la figure de ce que nous avons choisi de nommer la *citadinité interstitielle* pour caractériser l'ensemble de pratiques et de représentations qui accompagne leur expérience à Johannesburg. Par-là, nous entendons un mode d'insertion dans la métropole qui les conduit à résider et à travailler dans les endroits les plus divers en cherchant à dissimuler leur extranéité. En cela, les migrants du Mozambique diffèrent des Sud-africains originaires des zones rurales et des migrants d'autres pays du continent qui se regroupent et s'approprient des espaces en fonction de leur ethnicité ou de leur origine nationale. Il faut pour comprendre cette logique de citadin interstitiel des Mozambicains tenir compte conjointement de l'historicité de ce courant migratoire, de leurs caractéristiques sociologiques et de la xénophobie à l'encontre des Africains d'autres pays qui s'est développée en Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid (WA KABWE-SEGATTI 2008). On le verra en s'arrêtant, dans un premier temps, sur l'épreuve que représente pour ces migrants la vie à Johannesburg et leur recherche de l'invisibilité pour se fondre dans la métropole. Puis on s'intéressera à deux cadres micro-territoriaux qui peuvent leur permettre au fil du temps de trouver une position minimalement stable, avant d'évoquer l'ethnicité qui naît de l'adversité qu'ils rencontrent.

## 1. L'épreuve d'un monde urbain autre

- 6 Peu des migrants mozambicains de Johannesburg arrivent directement de zones rurales. Selon les données de l'African Cities Project, 80 % d'entre eux ont déjà vécu dans une ville avant de migrer. Ils n'en connaissent pas moins un fort déracinement, tant l'expérience préalable du mode de vie urbain qu'ils ont pu acquérir au Mozambique les a peu préparés à une grande métropole. À Johannesburg, ils font l'épreuve d'un monde tout autre où rares sont les supports solides sur lesquels prendre appui.

### 1.1. Déchiffrer un nouvel environnement

- 7 Les migrants mozambicains se souviennent avoir éprouvé des sentiments partagés lors de leur arrivée pour la première fois à Johannesburg. S'ils ont été alors émerveillés par la taille des immeubles et la richesse des devantures, c'est aussi de la peur qui les tenaillait dont beaucoup se rappellent bien des années après. Bien avant qu'ils décident de franchir la frontière, d'anciens migrants leur avaient raconté les proies faciles que font les nouveaux venus à Johannesburg. Dans l'enceinte de la gare routière, la tension se remarque d'ailleurs sans peine. On se presse, à s'en bousculer parfois, pour être sûr que personne n'aura le temps de s'emparer des bagages déposés en soute. Puis, leurs effets harnachés ou solidement empoignés, les nouveaux arrivés se dirigent vers une des sorties pour attraper un minibus desservant les quartiers avoisinants et les

townships. C'est un moment de haute vulnérabilité, tant dans cette partie de l'inner-city des voyous rôdent.

- 8 Ceux qui n'ont pas une adresse où se rendre dorment dans un renforcement ou sur un trottoir à moins d'être temporairement hébergés par des Sud-Africains ou des migrants qui comptent sur leurs maigres économies pour payer le loyer ou avoir à manger quelques jours de plus. Le contexte qu'ils rencontrent quand ils arrivent à Johannesburg n'a à cet égard rien de comparable avec ce qui a pu être décrit dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest où le nouveau venu peut espérer bénéficier de la charité islamique pour trouver un toit et recevoir une pitance<sup>2</sup>. Les migrants du Mozambique trouvent au contraire dans la métropole sud-africaine un univers où les rapports de force dominent et où ils comprennent vite que chacun doit avant tout compter sur lui-même.
- 9 L'adversité débute aussi avec la barrière linguistique, et ils savent bien qu'être perçus comme étrangers les expose au risque d'être rackettés ou placés en détention par des policiers sud-africains qui cherchent à débusquer les non-nationaux d'origine africaine. Les Mozambicains ne connaissent en effet que rarement l'anglais, et ceux qui ont fait l'effort d'en acquérir quelques rudiments ont tôt fait de découvrir qu'ils sont de toute façon incompréhensibles du tout-venant, qui n'est d'ailleurs pas toujours anglophone. La forme de IsiZulu qui devient peu à peu la *lingua franca* des Africains de Johannesburg ne leur est pas non plus immédiatement accessible. Le changane et le ronga que parlent la plupart d'entre eux appartiennent au même groupe linguistique nguni, mais il n'y a pas d'intercompréhension avec le IsiZulu urbain, et il leur faut plusieurs semaines pour le dominer un tant soit peu. L'adaptation à Johannesburg dépend par conséquent d'abord de l'acquisition de compétences linguistiques, sans lesquelles ils se désignent vite comme étrangers, objets potentiels d'agressions et de cette traque aux clandestins que mène la police. Ils doivent notamment vite apprendre à saluer en IsiZulu urbain pour espérer se fondre dans la masse et limiter les risques d'arrestation, une des principales techniques des policiers en civil étant de soumettre un suspect à un test en écoutant la réponse qu'il fait à ses salutations dans cette langue. Les migrants mozambicains ne sont pourtant pas les plus mal armés linguistiquement de tous les migrants africains de la ville. Peu à peu, et de façon différente selon leur capacité d'apprentissage, ils parviennent à s'exprimer correctement en langue IsiZulu, parfois sans cet accent qui les stigmatise comme étrangers, alors que très peu d'entre eux - même après vingt ans passés dans la ville - parlent un anglais correct, une langue qu'ils comprennent en général à peu près à force d'entendre des conversations et de regarder la télévision, mais qu'ils ont rarement l'occasion de pratiquer. Il n'est pour cela pas surprenant qu'ils soient quasiment les seuls migrants internationaux à résider en nombre dans les townships, dispersés parmi les Sud-Africains, alors que les autres Africains se concentrent par nationalité dans les quartiers à proximité de son centre historique.

## 1.2. La faiblesse des liens de type communautaire

- 10 La faible visibilité des migrants mozambicains à Johannesburg tient aussi à ce que leur vie en migration ne bénéficie guère du soutien d'organisations communautaires, d'une logique de regroupement sur des espaces propres et d'une insertion spécifique dans l'économie. Une poignée de Mozambicains, ou, plus précisément de Mozambicains

naturalisés sud-africains, prétend bien « organiser et représenter la communauté », pour reprendre leurs termes, mais leurs efforts ne rencontrent qu'un très faible intérêt chez leurs compatriotes qui n'en ont du reste que rarement entendu parler.

- 11 Les migrants mozambicains ne forment pas non plus une niche ou une enclave ethnique, au sens de ces notions dans la sociologie des migrations, indépendamment des débats autour de leur définition et de leur usage (WALDINGER 1993). Ils ont beau constituer la migration de travail la plus importante et la plus ancienne, ils ne dominent aucun secteur de l'économie. Beaucoup d'entre eux travaillent ainsi comme coiffeurs, vendeurs de rue et manœuvres dans le bâtiment, mais ils ne disposent pas de réseaux à proprement parler qui leur permettent de peser sur l'accès à ces activités qui, ingrates et mal rémunérées, sont surtout exercées par ceux qui ont peu de qualifications et ne disposent pas de liens solides pour trouver un emploi dans d'autres secteurs. De même, l'existence d'une dizaine de commerces tenus par des Mozambicains autour de l'immeuble qui abrite, sur Jeppe Street, les locaux du département du travail migrant du ministère du travail de l'État mozambicain, ne permet pas de parler de « quartier mozambicain », comme cela est parfois vite dit. Ils ne représentent qu'une faible part de l'activité économique locale, et rien ne permet d'affirmer que les Mozambicains résident dans cet espace de façon majoritaire ou, même, significativement plus importante qu'ailleurs.
- 12 Il n'y a d'ailleurs chez les Mozambicains de Johannesburg rien de comparable à la présence publique des Nigériens à Hillbrow, à l'agglutination des Somaliens aux abords de la mosquée de Bertrams ou aux points de réunions des Congolais à Yeoville. La partie du township d'Alexandra qui, à la fin des années 1990, avait été surnommée « Little Maputo » par les médias abrite bien quelques cabanes en tôle habitées par des migrants du Mozambique, mais ces derniers restent une minorité au milieu des Sud-Africains récemment arrivés des campagnes dans cette zone sordide. Plusieurs quartiers de la ville (le Central Business District, Berea, Bertrams, Bezuidenhout Valley, La Rochelle, Rosentenville, Troyeville, entre autres) comptent de même des résidents d'origine mozambicaine en nombre significatif sans pour autant que ceux-ci ne s'y approprient collectivement l'espace, ne serait-ce que sur des superficies limitées. Et les inscriptions en portugais qui indiquent parfois ici et là un commerce ou un lieu de culte fréquenté par des lusophones ne doivent pas faire illusion : elles ne désignent que des lieux disséminés que seuls repèrent les initiés, si on en juge à l'incapacité des passants ordinaires à les distinguer des autres signes de la rue.
- 13 Un grand nombre de Mozambicains vivent par ailleurs sur la brèche, préoccupés par le paiement du loyer et soucieux d'envoyer un peu d'argent à leur famille dès qu'ils le peuvent. Ils n'entendent pas dans ces conditions supporter durablement les frais entraînés par l'arrivée d'un tiers. Aucun n'est venu avec l'intention de s'installer, mais, au contraire, avec le projet d'accumuler le plus possible le plus vite possible pour revenir à Maputo. Ceux des migrants qui ne parviennent pas à contribuer aux dépenses collectives se voient de ce fait souvent forcés de quitter le domicile où ils résident à Johannesburg. L'absence chez les Mozambicains de Johannesburg de figures d'autorité susceptibles de les organiser en imposant l'observation de règles créant du collectif ou, comme chez les Somaliens, d'« Aînés » (*Elders*) capables de faire exister une vie communautaire en arbitrant les conflits et par la référence constante à une même origine, ne fait que favoriser cette faiblesse des liens sociaux en situation migratoire<sup>3</sup>.

- 14 Une autre explication de ce qui pousse les migrants mozambicains à ne pas chercher une présence collective réside toutefois dans la faible confiance en autrui qui les caractérise de façon tout à fait notable. Tout au long de l'enquête, j'ai ainsi constaté maintes fois le peu de souci que ces migrants avaient les uns pour les autres. Ils pouvaient venir du même quartier, avoir partagé un temps le même logement et travaillé ensemble sur un chantier ou dans la rue, rien n'était bien solide. Les données de l'*African Cities Project*<sup>4</sup> ont largement corroboré ce constat. Ce manque de confiance ne renvoie cependant pas à la seule situation migratoire. La précarité de la plupart de ces migrants et la facilité avec laquelle ils peuvent revenir au Mozambique ne favorisent assurément pas la constitution d'un groupe ethnique local structuré autour d'une identité nationale partagée. Elle provient aussi de la faiblesse des pratiques d'auto-organisation dans la région de Maputo où l'encadrement politique de la population par le pouvoir les dissuade au profit de logiques individualistes ou centrées sur le groupe de parenté. De ce fait, les réponses que ces hommes donnent à l'adversité ne passent pas plus à Johannesburg qu'à Maputo par l'action collective, mais par la recherche de solutions individuelles et d'ententes au niveau micro-local, parfois au détriment de la création et du maintien de relations plus solides au sein de collectifs.

## 2. L'établissement d'une position minimalement stable

- 15 La faiblesse des liens entre les migrants mozambicains n'en empêche toutefois pas un grand nombre de parvenir à trouver une position minimalement stable dans l'environnement incertain de Johannesburg. Cet équilibre, toujours fragile, passe par la capacité à établir des liens de proximité dans des cadres territoriaux à superficie réduite, au sein desquels être favorablement connu d'autrui réduit les risques d'agression, sans pour autant relâcher la contrainte de se fondre dans la masse en taisant son extranéité.

### 2.1. Une politique de bon voisinage

- 16 La quasi-totalité des migrants mozambicains vivent dans un périmètre étroit autour de leur lieu de résidence ou entre celui-ci et leur lieu de travail qu'ils préfèrent quitter, quand ils le peuvent, avant la tombée de la nuit. Leur comportement ne diffère pas foncièrement de celui des Sud-Africains pauvres qui ne laissent le plus souvent leur rue que pour aller travailler ou passer quelques jours dans le village dont ils sont originaires. L'environnement dans lequel ils résident est, on l'a vu, hostile, et les agressions monnaie courante dès qu'il ne fait plus jour, en particulier dans les townships<sup>5</sup>. Passer par une rue où l'on n'est pas connu et vulnérable, comme le paraissent généralement les migrants arrivés il y a peu, ne va pas sans risques comme en ont parfois fait l'amère expérience ceux qui avaient emprunté un chemin différent de celui pris à l'accoutumée.
- 17 Si l'on reste chez soi à dissiper l'ennui devant un poste de télévision et à supporter les bruits des voisins de la chambre d'à côté, c'est en effet parce qu'une grande exposition à la criminalité est le lot de tous les pauvres de Johannesburg (PALMARY et al. 2003). La faiblesse des liens entre Mozambicains les rend aussi vulnérables que les migrants venus des zones rurales d'Afrique du Sud et d'autres pays d'Afrique. Mais, on l'a dit, à la différence de ces derniers, ils n'ont guère pour habitude de chercher à se rassembler

entre originaires de la même région, et les seuls regroupements que l'on observe parmi eux vont rarement au-delà du partage d'un appartement ou d'un baraquement. Sur leur lieu de résidence, ils dépendent pour cette raison tout particulièrement de la qualité des relations qu'ils établissent avec leurs voisins. Cette politique de bon voisinage leur permet peu à peu de construire une position relativement stable et protégée dans un univers où la xénophobie et la criminalité font partie des choses les mieux partagées.

- 18 Une fois inscrits dans les échanges locaux, les migrants mozambicains ne rencontrent, disent-ils, pas plus de difficultés que les Sud-Africains qui résident dans les townships. Il arrive bien sûr de temps à autre qu'un homme pris de boisson les traite avec mépris de *Makwerekwere*, le terme qui désigne de façon péjorative et générique les étrangers africains, mais l'incident va rarement au-delà dans les endroits où ils sont favorablement connus. Pour bénéficier d'une protection locale, il leur faut parfois, comme beaucoup d'habitants des townships de Johannesburg, accepter de se plier aux *desiderata* des voyous qui fréquentent les lieux, en leur donnant un billet, en leur payant une bière ou en les laissant se servir dans leur étal. C'est, expliquent-ils, le prix à payer, et, aussi désagréable cela soit-il quand l'argent est compté, l'ordre des choses avec lequel on doit composer.
- 19 Cette politique de bon voisinage des Mozambicains montre combien, pour les citadins les plus vulnérables, la stabilisation de la vie en ville passe pour beaucoup par la teneur des liens qu'ils parviennent à établir sur le lieu de résidence. Il ne s'agit cependant pas par ce constat, éminemment banal dans les études urbaines, de prolonger un débat sur la nature des relations sociales en ville lancé par les sociologues de Chicago au début du vingtième siècle. Ces derniers s'interrogeaient alors, on le sait, sur les transformations provoquées par le mode de vie urbain avec le modèle de la communauté villageoise comme point de référence (GRAFMEYER et JOSEPH 1990). Cette question n'a pas vraiment de sens à propos des formes de vie en ville d'individus qui n'ont généralement jamais connu le monde de la société traditionnelle. Le voisinage immédiat n'en constitue pas moins un support essentiel pour les migrants mozambicains, quand bien même leurs relations de voisinage sont d'intensité limitée et empreintes de méfiance. Mais celles-ci ont beau ne ressembler en rien à celles qui existent dans des groupes très intégrés, elles révèlent aussi que l'espace de la métropole n'est pas nécessairement celui qui voit la fin du voisinage là où la mobilité croît, où les pratiques s'individualisent et où la vie des citadins dépend de moins en moins de la proximité spatiale<sup>6</sup>. Pour ces migrants au contraire, et aussi déroutante soit son étendue, la ville se vit d'abord à de petites échelles qui offre une emprise tangible aux citadins les plus vulnérables socialement.

## 2.2. Travailler dans la rue

- 20 Les trottoirs du centre-ville de Johannesburg abritent d'autres cadres micro-territoriaux où les migrants mozambicains trouvent une assise fragile mais réelle depuis laquelle ils développent une vie urbaine. Un des visages les plus significatifs de la ville post-apartheid se révèle dans ces rues dont on lamente communément la dégradation et la désolation. Contrairement toutefois aux discours qui diagnostiquent la disparition de la ville là où l'espace apparaît échapper à l'emprise politico-administrative et où les relations sociales se caractérisent par leur fragilité, la ville ne se réduit pas à des formes matérielles et institutionnelles précises ; elle résulte aussi



des interactions qui se nouent au quotidien entre ceux qui y vivent et la font par leurs pratiques<sup>7</sup>.

- 21 En passant une dizaine d'heures par jour au même endroit, six à sept jours par semaine, dans le froid en hiver, sous un soleil de plomb dès que les beaux jours viennent, et dans le vacarme et la pollution à longueur d'année, les vendeurs de rue (*hawkers*) tissent des liens de coopération et une certaine confiance s'installe, chacun ayant au fond intérêt à collaborer un tant soit peu avec autrui, quelle que soit sa nationalité. Les Mozambicains se fondent alors dans l'endroit et ne se voient pas reprocher d'être des étrangers par les Sud-Africains qui travaillent à leurs côtés et ont pourtant facilement le propos méprisant à la bouche dès qu'ils parlent des étrangers d'origine africaine.
- 22 Ces liens n'ont cependant rien de solide, mais une confiance minimale existe entre eux et fournit une sécurité précieuse. Quand l'un s'absente, il sait que son voisin jette un coup d'œil sur son stand et vend ses produits si un client se présente. Ils se dépannent aussi en se faisant de la monnaie et, bien que plus rarement, en avançant à un voisin les quatre sous pour reconstituer son stock quand il lui faut repartir à zéro après avoir été saisi par la redoutée police métropolitaine. Face aux petits voleurs qui déambulent, ils se prêtent encore main forte pour s'opposer aux tentatives de vol à l'arraché, auxquelles peuvent difficilement résister ceux qui restent isolés. L'absence d'une langue commune limite pourtant souvent la teneur des échanges à des considérations sur le temps, la présence policière, l'état des ventes et des plaisanteries sur les infortunes des uns et des autres. À la différence de ce qui s'observe souvent dans d'autres villes africaines, le commerce sur les trottoirs de Johannesburg ne donne pas lieu à de longs marchandages, ni même à de véritables conversations avec les clients. Les prix – fixes pour les fruits et les légumes vendus par lots – s'y discutent peu, les transactions s'opérant rapidement par échanges de chiffres en anglais (la numération se faisant dans cette langue).
- 23 Ces cadres micro-territoriaux ne possèdent toutefois pas une solidité suffisante pour que ces *hawkers* puissent jouer dans les rues de Johannesburg le rôle de « personnage public » (*public character*) au sens que Jane Jacobs a donné à cette expression pour parler des hommes qui travaillaient sur les trottoirs de Greenwich Village dans le New York des années 1950 (JACOBS 1961). À la différence de ces derniers, ils ne sont pas les « yeux et les oreilles de la rue », recherchant volontairement le contact avec le plus grand nombre de personnes, recueillant et propageant des informations auprès des uns et des autres, et contribuant de ce fait à assurer une sécurité et une vie collective sur les petits espaces sur lesquels ils rayonnent. Trop occupés par l'attente du chaland et la peur de voir leur stock confisqué, les *hawkers* ne s'intéressent vraiment qu'à ce qui les concerne immédiatement : écouler leurs produits et sauvegarder leurs biens. Et même si certains d'entre eux – notamment les cordonniers et les coiffeurs – ont des clients réguliers avec lesquels ils échangent quelques nouvelles à l'occasion, ils s'emploient à se fondre dans le paysage par peur d'attirer l'attention de la police qui a pour ordre de limiter l'expansion de l'économie informelle, *a fortiori* quand elle est le fait d'étrangers en situation irrégulière. Les *hawkers* n'en forment pas moins de petits ordres sociaux contigus et sans cloisons les uns entre les autres, et celui qui fait chaque jour le même chemin trouve en eux des repères humains dans un univers peu accueillant. Ils contribuent à ce titre à doter d'un ordre minimal ces espaces incertains, au contraire de ce qu'en disent les pouvoirs publics et les commerçants de l'économie formelle, qui les considèrent comme des vecteurs de désordre et des concurrents déloyaux.

### 3. La formation d'un groupe ethnique en creux

- 24 La xénophobie qu'affrontent les Mozambicains à Johannesburg ne tient pas en effet seulement à leur entrée massive sur un marché de l'emploi où ils entrent en concurrence directe avec les Noirs sud-africains. Elle résulte aussi de la redéfinition des critères de l'appartenance qui suit l'effondrement de l'apartheid. Alors qu'auparavant seuls les Blancs possédaient une citoyenneté pleine, tous les Sud-africains sont depuis égaux en droit dans une démocratie qui se dit non raciale<sup>8</sup>. L'opposition entre étrangers et nationaux qui faisait faiblement sens entre Africains du temps où le clivage entre « Blancs » et « non-Blancs » structurait la vie sociale prend alors une importance nouvelle chez ceux qui, marginalisés par l'apartheid, s'estiment lésés par l'arrivée massive de migrants d'autres pays du continent.
- 25 La réponse que les Mozambicains apportent à la xénophobie ne passe pas cependant, on l'a vu, par l'auto-organisation et l'action collective. Elle réside plutôt dans un discours sur soi qui leur permet, en se différenciant positivement des Noirs sud-africains, de contrecarrer l'image dépréciée que ces derniers donnent des étrangers africains. C'est ainsi que les migrants du Mozambique en viennent à former ce que j'ai choisi d'appeler un *groupe ethnique en creux*. Car si la xénophobie des Sud-Africains les conduit à se penser par la référence au Mozambique comme cadre d'un groupe d'appartenance commun, ce groupe ethnique reste toutefois *en creux*, dans la mesure où la parole qui énonce son existence - loin de constituer le support d'une mobilisation ethno-politique - sert avant tout à protéger leur identité personnelle en se démarquant discursivement des autres Africains. C'est aussi là un processus qui résulte largement de leur expérience à Johannesburg. Les Mozambicains recourent ainsi à trois critères de démarcation pour se définir par rapport aux autres Africains, que ces derniers soient ou non de nationalité sud-africaine : ils mettent en avant leur ardeur au travail (« Le Mozambicain est l'Africain qui travaille le plus »), soulignent leur probité (« Les Mozambicains sont des gens honnêtes ») et dénoncent ce qu'ils nomment le « tribalisme » des Noirs sud-africains. Les deux premiers critères n'ont rien de très originaux. Dans de nombreux pays, on les a fréquemment relevés dans la bouche de migrants. Le troisième mérite en revanche que l'on s'y arrête, car la dénonciation du « tribalisme » (*tribalismo* en portugais) révèle la transformation en caractéristique culturelle d'un élément du discours politique tenu par le Frelimo au Mozambique<sup>9</sup>. Abel, quarante-six ans, fait ainsi un lien entre l'hostilité que rencontrent les migrants mozambicains et les affrontements sanglants entre les militants de l'African National Congress (ANC) et les Zulu de l'Inkhata Freedom Party (IKP) au début des années 1990, dont il a été le témoin à Soweto. « Le problème de l'Afrique du Sud, dit-il, c'est le tribalisme, c'est la guerre des races, le Zulu contre le Xhosa, le Changane contre le Sotho, le Sud-Africain contre les autres Africains. Au Mozambique, le tribalisme n'existe pas, on est tous Mozambicains, tous des Noirs. » Patrício, trente-deux ans, revenu depuis cinq ans de Johannesburg où il avait passé pratiquement huit années, compare : « Le Mozambique a différentes races : il y a les Changane, les Ronga, les Tsonga, les Chope. Il y a beaucoup de races au Mozambique, il y a plus de races qu'en Afrique du Sud, mais il n'y a pas de tribalisme, on est tous des Africains. »
- 26 La métropole sud-africaine constitue en effet, selon nous, le socle sur lequel se construit la référence à une origine nationale partagée. Le fait d'être originaire d'un

même pays n'était assurément pas méconnu de tous leurs ascendants, mais ces derniers se définissaient fondamentalement par rapport à leur région d'origine et aux différents groupes ethniques que compte le sud du Mozambique. Une bonne illustration nous en est donnée par le refus massif de la nationalité sud-africaine par les mineurs mozambicains dans les années qui suivent la fin de l'apartheid (DE VLETTER 1998). Contrairement aux immigrés algériens qui ont refusé de demander la nationalité française pour ne pas rompre avec le groupe d'origine et manifester leur souvenir de la violence coloniale (SAYAD 1999), cette attitude ne procède pas d'un attachement à la nationalité mozambicaine. Elle découle du calcul instrumental de ceux d'entre eux qui, insérés de longue date dans le système du travail migrant, appréhendaient, en renonçant à la nationalité mozambicaine, de ne plus être autorisés à alterner périodes de travail dans les mines sud-africaines et séjours au pays. La crainte du déracinement qu'ils éprouvaient n'était pas celle d'être arraché à une nation, mais de perdre la capacité à construire une position sociale solide dans le lieu où ils avaient acquis de la terre et installé leurs familles. Dans une logique tout aussi utilitaire, les migrants d'origine mozambicaine qui possèdent des papiers d'identité sud-africains obtenus à la faveur d'une amnistie, d'un mariage ou par voie de corruption ne font nul mystère du peu de cas qu'ils attachent à cette nationalité dont le seul avantage est, selon eux, de les placer à l'abri d'une procédure de reconduite à la frontière. Leur « terre », disent-ils, est celle de leurs « ancêtres » qui se trouvent sur le territoire du Mozambique, et ils ne résident en Afrique du Sud que parce qu'ils estiment y avoir de meilleures conditions de vie.

- 27 Les Mozambicains développent en réalité à Johannesburg une « conscience ethnique », entendue - au sens qu'Albert Bastenier donne à cette notion - comme une catégorie fonctionnelle de l'action qui informe le cadre normatif duquel procèdent les conduites des migrants (BASTENIER 2004). Cette conscience ethnique naît d'une origine nationale commune et de la conviction de partager des traditions spécifiques sans pourtant qu'ils éprouvent un fort sentiment d'appartenance nationale. Elle repose avant tout sur l'expérience de la xénophobie qu'ils font dans la métropole sud-africaine et s'enracine notamment dans la conviction, fréquemment exprimée dans leurs propos, que « les Sud-Africains n'ont pas la même culture ». Or tout indique que ce processus s'est développé en milieu urbain sur fond de disparition de l'apartheid. On n'en trouve nulle trace en effet dans la littérature sur les mines où, si la catégorisation « Mozambicain » est parfois utilisée par l'encadrement ou, plus encore, par des chercheurs, pour désigner un groupe de mineurs parmi les autres, rien n'indique que lesdits mineurs originaires de la colonie portugaise du Mozambique se soient reconnus et nommés par ce terme<sup>10</sup>.
- 28 On mesure ici une nouvelle fois l'importance de la contribution de Fredrik Barth sur l'ethnicité qui constitue un point de passage obligé pour poursuivre l'interrogation sur l'expérience des migrants mozambicains à Johannesburg (BARTH 1995). Tous les migrants du Mozambique savent certes qu'ils sont de nationalité mozambicaine, à la différence de ce que l'on observe parfois chez des populations rassemblées à leur insu dans un même ensemble étatique après le tracé de frontières ou leur migration forcée au travers d'étendues non urbanisées. Mais, comme je l'ai peu à peu compris au cours de l'enquête, leur capacité à tenir un discours sur le Mozambique et les Mozambicains dépend pour beaucoup de leur ancienneté dans la migration. Ce sont même à bien des égards ceux d'entre eux qui vivent depuis le plus de temps en Afrique du Sud qui différencient avec le plus de netteté les Mozambicains des Sud-Africains. La logique de

l'intérêt individuel l'emporte toutefois chez eux sur la conscience ethnique, et le sentiment d'appartenance à un même groupe fonctionne principalement comme une ressource dans la construction de l'identité personnelle. Car ces migrants puisent dans les valeurs culturelles et la supériorité morale qu'ils attribuent aux Mozambicains les éléments qui leur permettent de refuser leur infériorisation sociale<sup>11</sup>. Aucune pratique collective n'en résulte, si ce n'est celle qui consiste justement à entretenir discursivement la frontière ethnique du groupe dans les discussions sur les Sud-Africains qu'ils ont entre eux quand ils se rencontrent.

## Conclusion

- 29 Comme les migrants internes venues des campagnes sud-africaines, les Mozambicains s'installent dans les vieux townships, les nouveaux bidonvilles et les parties de l'ancienne ville blanche qui, comme on le dit à Johannesburg, se sont « africanisées » avec la fin de la ségrégation raciale. Comme eux également, l'essentiel d'entre eux gagnent leur vie dans une économie urbaine de moins en moins industrielle. Mais à la différence de ces derniers, ils font face à une xénophobie qui rend leur position plus instable. Univers profondément différent de celui qui existait du temps des migrations de travail vers les mines de l'agglomération, la Johannesburg post-apartheid génère parmi eux une nouvelle forme d'identification ethnique selon les catégories du national et de l'étranger. C'est là aussi ce qui les différencie et ce qui les rapproche des migrants originaires d'autres pays africains. Ce qui les en différencie, car, phénotypiquement et linguistiquement proches des Sud-Africains, ils parviennent tant bien que mal à se fondre dans l'environnement, alors que les Africains venus de régions plus lointaines du continent préfèrent se regrouper. Ce qui les en rapproche, car, à l'instar de ceux-ci, ils subissent l'hostilité des nationaux à l'encontre des étrangers.
- 30 Résultat d'une capacité à s'adapter au monde urbain née de la fin de l'apartheid, les conduites de citadin interstitiel des Mozambicains de Johannesburg révèlent ainsi des individus qui épousent d'autant mieux les recoins vers lesquels ils sont poussés que la faiblesse des appartenances communautaires ne les regroupe pas.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- AGIER Michel (1999), *L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Éditions des archives contemporaines.
- ASCHER François (1995), *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob.
- ASHFORTH Adam (2005), *Witchcraft, Violence, and Democracy in South Africa*, Chicago, The University of Chicago Press.
- BARTH Fredrik (1969/1995), « Les groupes ethniques et leurs frontières », in POUTIGNAT Philippe & STREIFF-FÉNART Jocelyne (dirs.), *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, pp. 203-249.

- BASTENIER Albert (2004), *Qu'est-ce qu'une société ethnique ? Ethnicité et racisme dans les sociétés européennes*, Paris, PUF.
- BÉNIT Claire, DIDIER Sophie, DORIER-APPRILL Élisabeth & GERVAIS-LAMBONY Philippe (2007), « Fragmentations », in DORIER-APPRILL Élisabeth & GERVAIS-LAMBONY Philippe (dirs.), *Vies citadines*, Paris, Belin, pp. 15-38.
- CAHEN Michel, WANIEZ Philippe & BRUSTLEIN Violette (2002), « Pour un atlas social et culturel du Mozambique », *Lusotopie*, 1, pp. 365-362.
- CARREL Marion, CARRY Paul & WACHSBERGER Jean-Michel (dirs.) (2013), *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles. Perspectives internationales*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- CHIPKIN Ivor (2007), *Do South Africans Exist ? Nationalism, Democracy and the Identity of "The People"*, Johannesburg, Wits University Press.
- CRANKSHAW Owen (1999), « Labour, Class and Urbanization in the South African City », in GERVAIS-LAMBONY Philippe, JAGLIN Sylvie & MABIN Alan (dirs.), *La question urbaine en Afrique australe : perspectives de recherche*, Paris, Ifas-Karthala, pp. 49-63.
- DE BOECK Filip, (2006), « La ville de Kinshasa, une architecture du verbe », *Esprit*, décembre, pp. 79-105.
- DE VLETTER Fiona (1998), *Sons of Mozambique : Mozambican Miners and Post-Apartheid South Africa*, Southern African Migration Project.
- GINDREY Véronique (2010), *La migration et la nouvelle ville africaine. Résultats de l'enquête*, Forced Migration Studies Programme/University of Witwatersrand, mimeo.
- GRAFMEYER Yves & JOSEPH Isaac (1990), *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier.
- HALL Margaret & YOUNG Tom (1997), *Confronting Leviathan. Mozambique since Independence*, London, Hurst and Company.
- HARRIES Patrick (1994), *Work, Culture, and Identity. Migrant Laborers in Mozambique and South Africa, c. 1860-1910*, Johannesburg, Witwatersrand University Press.
- JACOBS Jane (1961), *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Vintage.
- LAMONT Michèle (2002), *La dignité des travailleurs. Exclusion, race, classe et immigration en France et aux États-Unis*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- MALOKA Tshidiso (1997), « Mines and Labour Migrants in Southern Africa », *Journal of Historical Sociology*, 10 (2), pp. 213-224.
- NIEHAUS Isak (2002), « Ethnicity and the Boundaries of Belonging : Reconfiguring Shangaan Identity in the South African Lowveld », *African Affairs*, 101, pp. 557-583.
- PALMARY Ingrid, RAUCH Janine & SIMPSON Graeme (2003), « Violent Crime in Johannesburg », in TOMLINSON Richard, BEAUREGARD Robert A., BREMMER Lindsay & MANGCU Xolela (dirs.), *Emerging Johannesburg. Perspectives on the Postapartheid City*, London, Routledge, pp. 101-122.
- PIAN Anaïk (2009), *Aux nouvelles frontières de l'Europe. L'aventure incertaine des Sénégalais au Maroc*, Paris, La Dispute.
- POLZER Tara (2004), « "We are all South Africans now." : The integration of Mozambican refugees in rural South Africa », Forced Migration Working Paper Series n° 8, May.

POUTIGNAT Philippe & STREIFF-FÉNART Jocelyne (2008), « Nouadhibou “ville transit” ? Le rapport d’une ville à ses étrangers dans le contexte des politiques de contrôle des frontières de l’Europe », *Revue européenne des migrations internationales*, 24 (2), pp. 193-217.

SAYAD Abdelmalek (1999), « La naturalisation », in *La double absence. Des illusions de l’émigré aux souffrances de l’émigré*, Paris, Seuil, pp. 319-371.

SIMONE Abdoumalik (2004), *For the City Yet to Come. Changing African Life in Four Cities*, Durham and London, Duke University Press.

VIDAL Dominique (2014), *Migrants du Mozambique dans le Johannesburg de l’après-apartheid. Travail, frontières, altérité*, Paris, Karthala-IFAS.

WA KABWE-SEGATTI Aurelia (2008), « Violences xénophobes en Afrique du Sud : retour sur un désastre annoncé », *Politique africaine*, 112, pp. 99-118.

WALDINGER Roger (1993), « The Ethnic Enclave Debate Revisited », *International Journal of Urban and Regional Research*, 17, pp. 444-452.

## NOTES

1. Cette enquête s’appuie sur des matériaux recueillis à Johannesburg et à Maputo, ainsi que sur les lignes d’autobus qui relient les deux métropoles, au cours de quatre missions d’une durée totale de sept mois, entre 2005 et 2008. Ils consistent, d’une part, en des entretiens approfondis menés auprès de migrants et d’anciens migrants de sexe masculin (les ressortissantes mozambicaines craignant pour leur image si elles étaient vues en compagnie d’un « Blanc »), de Sud-Africains et de migrants originaires d’Afrique de l’Ouest et de la République du Congo. Ils reposent, d’autre part, sur l’observation de différents sites, notamment, à Johannesburg, de commerces de rues dans l’inner-city, de tavernes et de coins de rue dans les townships et les quartiers péricentraux, et d’églises pentecôtistes, et, à Maputo, de rencontres dans les quartiers populaires de la ville. Ces matériaux recueillis par moi-même s’enrichissent de données statistiques issues de l’African Cities Project de 2006, une étude longitudinale et comparative des réfugiés, des demandeurs d’asile, des migrants et des non-nationaux dans les quartiers centraux (*inner cities*) de Johannesburg, Lubumbashi (République démocratique du Congo), Maputo (Mozambique) et Nairobi (Kenya). Dans l’enquête sur Johannesburg, 200 Somaliens, 200 Mozambicains, 200 ressortissants de la République démocratique du Congo et 200 Sud-Africains formant un groupe de contrôle, ont ainsi été interrogés sur la base d’un questionnaire passé selon une méthode où le choix des zones d’enquête et des modalités d’entrée en contact ont donné lieu à une réflexion élaborée, cherchant à limiter les effets pervers d’une recherche sur des individus, souvent sans-papiers, qui cherchent ordinairement à se fondre dans la ville et à ne pas être identifiés comme étrangers. Pour une excellente synthèse de cette enquête, voir GINDREY (2010).

2. Voir, par exemple, POUTIGNAT et STREIFF-FÉNART (2008).

3. On pense encore à ce propos au rôle joué par les présidents de foyer ou par les confréries mouride et tidjane dans la migration des Sénégalais au Maroc (PIAN 2009).

4. À l’affirmation « En général, je fais confiance aux gens de mon groupe ethnique (ou de ma tribu) », 59 % des migrants mozambicains interrogés répondent négativement, 26 % positivement et 15 % n’expriment pas d’opinion à ce sujet, alors que les Congolais répondent oui à 26,5 %,

62,5 % et 1 %, les Somaliens 43,5 %, 55 % et 1,5 %. À l'affirmation « En général, je fais confiance aux étrangers vivant en Afrique du Sud », les Mozambicains répondent non à 77 %, concordent à 2,5 % alors que 20,5 % ne se prononcent pas. Les taux enregistrés chez les Congolais et les Somaliens à ce même sujet attestent d'une confiance dans les étrangers, puisqu'ils répondent dans le même ordre pour les premiers 40,5 %, 43,5 % et 16 %, et, pour les seconds, 60 %, 38 % et 2 %. Enfin, et c'est sans doute la donnée la plus remarquable à ce propos, à l'affirmation « En général, je fais confiance aux gens de mon pays d'origine vivant en Afrique du Sud », les réponses « Je suis d'accord », « Je ne suis pas d'accord », « Je n'ai pas d'opinion » sont pour les Mozambicains de 13 %, 64 % et 23 %, pour les Congolais de 57 %, 33 % et 10 % et pour les Somaliens de 83 %, 12 % et 5 %.

5. Pour une description fine de la vie à Soweto, voir ASHFORTH (2005).

6. Sur ce thème, voir ASCHER (1995).

7. Sur ce point, dans des perspectives différentes, voir AGIER (1999), SIMONE (2004) et DE BOECK (2006).

8. Voir sur ce point, CHIPKIN (2007).

9. Samora Machel, premier président du Mozambique, aimait, par exemple, mettre en avant que l'on retrouvait des gens de toutes les couleurs parmi l'élite du jeune État indépendant. Voir HALL et YOUNG (1997, 83).

10. Bien qu'elles n'abordent pas directement cette question comme telle, les recherches sur le monde minier suggèrent davantage que les mineurs se sont avant tout désignés ou ont été désignés par des catégories ethniques. Que ce soit dans les dernières décennies du dix-neuvième siècle, sous l'apartheid ou après son abolition, l'ethnicité des migrants du Mozambique dans les zones rurales du nord-est de l'Afrique du Sud ne s'est de même jamais exprimée à partir de la référence à une appartenance nationale partagée. Elle s'est surtout organisée autour d'une opposition plus ou moins marquée, selon les contextes et les circonstances, entre les Changane et les Basotho (NIEHAUS 2002). On n'observe ainsi pas dans le Johannesburg d'aujourd'hui ce que Tara Polzer (POLZER 2004) a montré à propos des réfugiés mozambicains des années 1980 dans un gros bourg situé de l'autre côté de cette frontière, où ceux-ci ont été rapidement intégrés à la vie locale, la solidarité ethnique et culturelle des Changane l'emportant sur la nationalité et la citoyenneté.

11. Sur l'utilisation de standards moraux dans le tracé de frontières entre les groupes et l'établissement de hiérarchies de valeur, voir LAMONT (2002)

---

## RÉSUMÉS

Cet article se donne pour objectif de montrer comment les migrants du Mozambique s'adaptent aux transformations de Johannesburg depuis la fin de l'apartheid, ainsi que les conséquences sur leur construction identitaire du changement politique survenu alors. Nous désignons par *citadineté interstitielle* l'ensemble de pratiques et de représentations qui accompagne leur expérience à Johannesburg. Il faut pour comprendre cette logique de citoyen interstitiel des Mozambicains tenir compte conjointement de l'historicité de ce courant migratoire, de leurs caractéristiques sociologiques et de la xénophobie à l'encontre des Africains d'autres pays qui s'est développée en Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid.

This article aims to show the ways in which Mozambican migrants adapt themselves to the transformation of Johannesburg since the end of apartheid and the effects of political change on identity formation. We call *interstitial urbanity* the set of practices and representations that defines the experience of poor Mozambican migrants in Johannesburg. It is necessary to understand this type of urbanity to take into account the historicity of that migratory flow, the sociological characteristics of Mozambican migrants and the xenophobia that foreign African migrants face in South Africa since the demise of apartheid.

## INDEX

**Index chronologique** : XXI<sup>e</sup> siècle

**Index géographique** : Afrique du Sud, Mozambique

**Mots-clés** : Mozambique, Afrique du Sud, Johannesburg, xénophobie, urbanité, migration

**Keywords** : Mozambique, South Africa, Johannesburg, xenophobia, urbanity, migration

## AUTEUR

**DOMINIQUE VIDAL**

Professeur de sociologie

Université Paris Diderot, Unité de recherche « Migrations et société » (Urmis)